

ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCILCONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

UNRESTRICTED

E/AC.25/3  
2 avril 1948

ORIGINAL: FRENCH

## COMITE SPECIAL DU GENOCIDE

LES RAPPORTS ENTRE D'UNE PART LA CONVENTION  
SUR LE GENOCIDE ET D'AUTRE PART LA FORMULATION DES PRINCIPES  
DE NUREMBERG ET L'ELABORATION D'UN PROJET DE CODE RELATIF AUX CRIMES  
CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE

## - NOTE DU SECRETARIAT -

INTRODUCTION . . . . . p. 3

CHAPITRE I - Le génocide rentre-t-il dans la catégorie des  
crimes contre l'humanité définis par la Charte  
du Tribunal militaire international ? . . . . . p. 4

I - Les actes constitutifs de génocide ont été  
prévus par la Charte du Tribunal militaire  
international . . . . . p. 4

II - La Charte du Tribunal militaire international  
ne retient les crimes contre l'humanité qu'à  
la condition qu'ils soient en rapport avec les  
crimes contre la paix ou les crimes de guerre . . . p. 5

III - L'Assemblée générale a voulu que le génocide  
soit l'objet d'une incrimination spéciale . . . p. 6

IV - La définition du crime de génocide par rapport  
aux autres crimes contre l'humanité . . . . . p. 6

-----

CHAPITRE II - Les conditions de la répression du crime de  
génocide et celles de la répression des crimes  
contre l'humanité . . . . . p. 7

I - La notion de génocide sera dans la convention  
indépendante des notions des crimes contre la  
paix et des crimes de guerre . . . . . p. 7

RECEIVED

6 APR 1948

UNITED NATIONS  
ARCHIVES

CHAPITRE II - II - La convention ne se bornera pas à constater le  
(Suite) droit des Etats de punir le génocide, elle leur  
imposera l'obligation de le punir . . . . . p. 8

III - La convention visera non seulement la  
répression du génocide mais encore sa  
prévention . . . . . p. 8

CHAPITRE III- De la recommandation faite par l'Assemblée  
générale concernant l'œuvre future de la  
Commission du droit international . . . . . p. 9

31 mars 1948

LES RAPPORTS ENTRE D'UNE PART LA CONVENTION  
SUR LE GENOCIDE ET D'AUTRE PART LA FORMULATION DES PRINCIPES  
DE NUREMBERG ET L'ELABORATION D'UN PROJET DE CODE RELATIF AUX CRIMES  
CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE

- Note du Secrétariat -

L'Assemblée générale dans sa résolution 180 (II) du 21 novembre 1947 "réaffirmant sa résolution 96 (I) du 11 décembre 1946 <sup>(\*)</sup> a décidé de poursuivre la conclusion d'une convention portant spécialement sur le génocide. Par là, elle a écarté l'idée de considérer simplement le génocide comme un des crimes contre l'humanité visés par la Charte du Tribunal militaire international du 8 août 1945. <sup>(\*)</sup>

Cependant, la résolution précitée de l'Assemblée générale a invité le Conseil économique et social à tenir compte du mandat donné à la Commission du droit international concernant la formulation des principes de Nuremberg. La résolution dispose en effet :

"L'Assemblée générale ... invite le Conseil économique et social... à procéder à l'établissement du texte définitif d'une convention en tenant compte du fait que la Commission de droit international, qui sera créée en temps voulu conformément à la résolution de l'Assemblée générale en date du 21 novembre 1947 a été chargée de formuler les principes consacrés par le Statut de Nuremberg et d'élaborer un projet de code relatif aux crimes contre la paix et la sécurité."

Qu'à entendu l'Assemblée en disant que le Conseil doit tenir compte du mandat donné à la Commission du droit international ?

Cette référence à la formulation des principes consacrés par la Charte du Tribunal militaire international est due à une initiative de la délégation de la Chine qui présenta le 21 novembre 1947 à l'Assemblée générale en séance plénière un amendement (Document A/514) dont le texte a été incorporé sans changement dans le paragraphe précité de la résolution de l'Assemblée générale.

(\*) Cette Charte est une Annexe de l'Accord entre le Gouvernement provisoire de la République française et les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant la poursuite et le châtiment des grands criminels de guerre des Puissances européennes de l'Axe, signé le même jour à Londres.

M. Wellington Koo Jr. commenta en ces termes son amendement devant l'Assemblée générale (125ème séance plénière).

"Nous estimons que cet organisme (le Conseil économique et social) devrait être invité à élaborer un projet de convention contenant une définition très minutieuse du crime de génocide et tenir compte du fait qu'un autre organisme, la Commission de droit international a été chargée de s'occuper d'un sujet connexe, à savoir la formulation des principes reconnus dans le Statut de la Cour de Nuremberg en ce qui concerne les crimes commis contre la paix et la sécurité. Nous désirons que le Conseil économique et social poursuive rapidement sa tâche de rédaction de cette convention sur le génocide, sans cependant porter atteinte, en aucune façon aux travaux futurs de la Commission de droit international."  
(Document A/P V.123, pp.222-223).

CHAPITRE I - Le génocide rentre-t-il dans la catégorie des crimes contre l'humanité définis par la Charte du Tribunal militaire international ?

I. Les actes constitutifs de génocide ont été prévus par la Charte du Tribunal militaire international.

Dans la résolution 96 (I) du 11 décembre 1946, l'Assemblée générale a décrit le génocide comme "le refus du droit à l'existence à des groupes humains entiers" et l'a comparé à l'homicide qui "est le refus du droit de l'existence à un individu".

Envisagé du point de vue de la matérialité des faits qui le constituent, le génocide est certainement compris dans l'énumération du paragraphe (c) de l'article 6 de la Charte du Tribunal militaire international:

"(c) Les crimes contre l'humanité : c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal ou en liaison avec ce crime." (e)

Le génocide au sens le plus restreint consiste en la destruction physique des membres d'un groupe humain pratiquée dans le but de détruire totalement ou partiellement ce groupe humain lui-même.

Le génocide ainsi défini a le caractère d'un assassinat en masse. Il constitue une mesure d'extermination. Il est donc couvert par les termes du paragraphe (c) de l'article 6 de la Charte du Tribunal militaire international.

Si l'on conçoit le génocide de la façon la plus large de manière à ce qu'il comprenne la destruction par des moyens violents des caractères spécifiques d'un groupe humain, il est encore couvert par les termes du paragraphe (c) de l'article 6 de la Charte du Tribunal militaire international qui vise "les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux".

II. La Charte du Tribunal militaire international ne retient les crimes contre l'humanité qu'à la condition qu'ils soient en rapport avec les crimes contre la paix ou les crimes de guerre. (\*)

Le Tribunal militaire international interprétant le paragraphe (c) de l'article 6 précité a jugé dans sa sentence du 30 septembre 1946 que les crimes contre l'humanité ne tombent sous le coup de la répression pénale internationale que lorsqu'ils présentent un certain lien de connexité avec les crimes contre la paix ou les crimes de guerre. Pour aboutir à ce résultat, le Tribunal s'est appuyé sur la partie finale du paragraphe (c)

(\*) Voici quels sont les crimes contre la paix et les crimes de guerre selon l'article 6 de la Charte du Tribunal militaire international :

- (a) Les crimes contre la paix : c'est-à-dire la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une guerre d'agression ou d'une guerre en violation des traités, assurances ou accords internationaux, ou la participation à un plan concerté ou à un complot pour l'accomplissement de l'un quelconque des actes qui précèdent;
- (b) Les crimes de guerre : c'est-à-dire les violations des lois et coutumes de la guerre, ces violations comprennent sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements et les déportations pour des travaux forcés ou l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires ;"

précité: "lorsque ces actes ou persécutions ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal ou en liaison avec ce crime."(\*) Il ressort de là que si les actes de génocide ont été commis sans présenter de liens avec des crimes contre la paix ou des crimes de guerre, ils ne donnent pas lieu à une répression internationale.

Au contraire la condamnation du génocide portée par la résolution 96 (I) de l'Assemblée générale en date du 11 novembre 1946 ne s'accompagne d'aucune condition et de ce fait le génocide est considéré comme un crime du droit des gens même s'il a été commis en temps de paix et même si le pays où il a été commis n'a été par la suite impliqué dans aucune guerre.

### III. L'Assemblée générale a voulu que le génocide soit l'objet d'une incrimination spéciale.

L'Assemblée générale en adoptant les résolutions 96 (I) et 180 (II) a envisagé une convention qui permettra de réprimer le génocide quelles que soient les circonstances dans lesquelles il sera commis.

L'Assemblée a voulu sans régler la question générale des crimes contre l'humanité, organiser la prévention et la répression d'une catégorie de ces crimes, ceux que l'on qualifie de "génocide". La raison pour laquelle l'Assemblée générale a voulu faire une place à part au crime de génocide tient à la gravité particulière de ce crime qui vise à l'extermination systématique de groupements humains.

On peut observer que le fait d'ériger certains actes criminels ressortant de la même catégorie en infractions distinctes n'est pas exceptionnel. On le constate dans les systèmes répressifs internes. Ainsi l'homicide qui est le fait de priver de la vie un être humain fait l'objet de plusieurs incriminations séparées : homicide par imprudence, meurtre, assassinat, voire parricide ou régicide.

### IV. La définition du crime de génocide par rapport aux autres crimes contre l'humanité.

Si l'Assemblée générale a pensé pouvoir faire du génocide une incrimination distincte des autres crimes contre l'humanité, c'est qu'elle a

(\*) Voici le passage pertinent de la sentence :

"Pour constituer des crimes contre l'humanité, il faut que les actes de cette nature perpétrés avant la guerre, fussent l'exécution d'un complot ou d'un plan concerté, en vue de déclencher et de conduire une guerre d'agression. Il faut tout au moins, qu'ils soient en rapport avec celui-ci. Or, le Tribunal n'estime pas que la preuve de cette relation ait été faite, si révoltants et si atroces que fussent parfois les actes dont il s'agit. Il ne peut donc déclarer d'une manière générale que ces faits, imputés au nazisme, et antérieurs au 1er septembre 1939, constituent, au sens du Statut, des crimes contre l'humanité.

elle-même relevé des caractères spécifiques de ce crime qui permettent de le différencier des autres crimes contre l'humanité.

"Le génocide, dit l'Assemblée générale, est le refus du droit à l'existence à des groupes humains entiers...". Il découle de là :

1°. Que la victime du crime de génocide est un groupe humain.

Ce ne sont pas un nombre plus ou moins grand d'individus qui sont visés pour des raisons particulières (exécution d'otages) mais un groupe comme tel;

2°. Qu'il s'agit de la destruction même d'un groupe humain et non d'une politique de vexations, mauvais traitements, d'oppression pratiquée à son égard;

3°. Que la destruction d'un groupe humain est le but même qui est poursuivi. Dans le cas de guerre étrangère ou de guerre civile un des partis peut infliger à un autre des pertes extrêmement étendues mais le but poursuivi est d'imposer sa volonté à l'autre parti et non de le détruire.

## CHAPITRE II - Les conditions de la répression du crime de génocide et celles de la répression des crimes contre l'humanité.

### I. La notion de génocide sera dans la convention indépendante des notions des crimes contre la paix et des crimes de guerre

Un des traits essentiels qui sépare la répression internationale du crime de génocide de la répression des crimes contre l'humanité a été signalé dans le chapitre précédent. Selon le système de Nuremberg, les crimes contre l'humanité ne peuvent donner lieu à poursuites que lorsqu'ils ont été commis soit pendant une guerre d'agression, soit en liaison avec la préparation d'une telle guerre. Au contraire la résolution 96 (I) de l'Assemblée générale en date du 11 novembre 1946 qui "affirme que le génocide est un crime du droit des gens que le monde entier condamne" n'accompagne cette affirmation d'aucune condition ou réserve. Par conséquent, la convention sur le génocide prévue par ladite résolution et confirmée par la nouvelle résolution de l'Assemblée 190 (II) du 21 novembre 1947 ne comporte évidemment aucune restriction semblable à celle du système de Nuremberg en ce qui concerne les crimes contre l'humanité.

On peut dire à cet égard qu'une convention sur le génocide, sans affaiblir la condamnation des crimes contre l'humanité par le droit coutumier international qui vaut pour tous les membres de la communauté internationale, organisera un système pratique de répression du crime de génocide mis en oeuvre par les Etats qui auront ratifié la convention. Ce n'est pas la première fois qu'une convention interviendra sur une matière déjà régie par le droit coutumier. A l'égard des Etats qui ne sont pas parties à la convention, le droit coutumier conserve toute sa valeur, mais les Etats parties à la convention précisent et développent les règles du droit coutumier de façon à obtenir certains résultats pratiques.

Le Comité jugera sans doute utile d'insérer soit dans le préambule soit dans le corps de la convention une disposition impliquant que le génocide constitue déjà un crime du droit des gens au regard du droit international général.

II. La convention ne se bornera pas à constater le droit des Etats de punir le génocide, elle leur imposera l'obligation de le punir.

Il y a là une autre différence considérable entre le système de Nuremberg et le système de la convention envisagée par l'Assemblée générale.

La Charte du Tribunal militaire international après avoir constaté le caractère criminel de certains faits et reconnu le droit des Etats de punir leurs auteurs, a organisé la répression de ces crimes dans une circonstance déterminée, mais il ne leur a pas imposé une obligation formelle et générale de les punir à l'avenir dans n'importe quelle circonstance.

Au contraire, le but même de la convention sur le génocide est d'obliger les Etats parties à la convention à réprimer le génocide. De ce qui était une simple faculté pour les Etats, on veut faire une obligation internationale impérative.

La résolution précitée de l'Assemblée générale du 11 décembre 1946 qui a prévu la conclusion d'une convention sur le génocide, dispose :

**L'ASSEMBLEE GENERALE**

AFFIRME que le génocide est un crime de droit des gens.....  
pour lequel les auteurs principaux et leurs complices.....  
doivent être punis.....

INVITE les Etats membres à prendre les mesures législatives nécessaires pour présenter et réprimer ce crime.....



CHARGE le Conseil économique et social d'entreprendre les études nécessaires en vue de rédiger un projet de convention sur le crime de génocide.....

III. La convention visera non seulement la répression du génocide mais encore sa prévention

La Charte du Tribunal militaire international ne prévoit qu'une action répressive dirigée a posteriori, contre les auteurs des crimes déjà commis.

Au contraire, pour se conformer à la résolution 96 (I) de l'Assemblée générale, les auteurs de la convention sur le génocide doivent prévoir à la fois la répression et la prévention du crime. En effet, aux termes de la résolution en question, "L'ASSEMBLEE..... recommande d'organiser la collaboration internationale des Etats en vue de prendre rapidement des mesures préventives contre le crime de génocide et d'en faciliter la répression et à cette fin charge le Conseil économique et social d'entreprendre les études nécessaires en vue de rédiger un projet de convention sur le crime de génocide.....".

Cette prévention peut entraîner l'érection en infractions pénales de certains faits qui ne constituent pas eux-mêmes le génocide. C'est par exemple, certains actes préparatoires matériels du génocide, les ententes ou complots en vue de commettre le génocide, des propagandes systématiques et haineuses de nature à conduire au génocide.

La prévention se conçoit également sous une autre forme que des mesures d'ordre pénal. Il peut y avoir une prévention internationale de caractère politique. Tel est le cas si l'on prévoit que les Etats parties à la convention devront saisir les organes des Nations Unies pour qu'ils mettent obstacle à la commission du génocide.

CHAPITRE III - De la recommandation faite par l'Assemblée générale concernant l'oeuvre future de la Commission du droit international

1. La convention sur le génocide organisera la prévention et la répression du crime contre l'humanité qu'est le génocide en en faisant un crime spécial.

Pour tenir compte de l'invitation contenue dans la résolution 180 (II) du 21 novembre 1947 de l'Assemblée générale, à savoir, "qu'il faut tenir compte du fait que la Commission du droit international qui sera créée... a été chargée de formuler les principes consacrés par le Statut de la Cour de Nuremberg et d'élaborer un projet de code relatif aux crimes contre la paix et la sécurité." Il semble que le Comité ne peut faire autre chose que de donner du génocide une définition assez précise pour que le génocide se détache nettement de l'ensemble des crimes contre l'humanité.

Il appartiendra à la Commission du droit international, qui dans tous les cas ne pourra entrer en fonctions qu'après la troisième session de l'Assemblée générale, de tenir compte de ce qu'aura déjà décidé l'Assemblée générale en matière de génocide.

2. Toutefois, le Comité spécial devrait peut-être envisager le cas où les mêmes individus auraient commis le crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité ou d'autres crimes visés par la Charte du Tribunal militaire international (crimes contre la paix, crimes de guerre). En pareil cas, il y aurait un certain intérêt à ce que la répression de ces divers crimes - dans l'hypothèse où la Commission du droit international ne se bornerait pas à définir les infractions mais organiserait leur répression - se fît d'une façon générale selon les mêmes principes. Il faudrait peut-être également prévoir l'intérêt qu'il y aurait à ce que l'individu accusé d'infractions diverses puisse être traduit devant la même juridiction et jugé au cours d'une seule instance. C'est peut-être là une raison pour ne pas prévoir une juridiction ad hoc spéciale pour les crimes de génocide ou de n'envisager une telle juridiction qu'à titre subsidiaire pour le cas où il n'existerait pas d'autre juridiction répressive internationale à compétence plus générale.